

La vérité sur les inégalités

Toujours plus de milliardaires, revenus au point mort pour les classes moyennes, taux de pauvreté... Le sujet passionne l'opinion comme les économistes. Une bonne raison de confronter leurs travaux.

Joe Biden, le candidat modéré, dépassé par les radicaux Bernie Sanders et Elizabeth Warren, au cours de la première étape pour l'investiture démocrate... Nul ne sait si ce résultat, enregistré le 3 février dans l'Iowa, préfigure la campagne des primaires pour désigner le principal opposant à Donald Trump à l'élection présidentielle américaine. Mais il est symbolique de l'exaspération d'un électeur qui ne supporte plus le creusement des inégalités aux Etats-Unis, personnalisé en 1980 par l'installation à la Maison-Blanche de Ronald Reagan et de ses tailleurs d'impôts. C'est exactement le thème du *Triomphe de l'injustice*, le livre de Gabriel Zucman et Emmanuel Saez, qui sort le 13 février en France (*lire ci-contre*). Et les deux auteurs sont précisément à la source de la proposition la plus subversive des programmes de Sanders et Warren : instituer une taxation sur les très grandes fortunes américaines. « Ce n'est pas le moment de prendre un tel risque », a proclamé Joe Biden, le battu de l'Iowa. « Nous ne devrions pas nous lancer dans des expériences aussi massives qui n'ont pas été testées », ajoute prudemment l'économiste de Harvard Lawrence Summers, architecte des politiques économiques de Clinton et d'Obama.

Le débat va enfler pendant toute la campagne, mais le sujet des inégalités croissantes passionne bien au-delà des Etats-Unis. Il est à la racine de la défiance du système. Dans tous les pays riches, le capitalisme est critiqué par une majorité de citoyens, selon le baromètre Edelman Trust, publié au Forum de Davos : 69% des Français, 61% des Italiens, 60% des Espagnols, 53% des Britanniques estiment qu'il fait plus de mal que de bien. Il n'y a qu'aux Etats-Unis où cette opinion est minoritaire... à 47%!

Piketty et son succès planétaire
En cause, l'inflation du nombre de milliardaires, stigmatisée par l'ONG Oxfam en prélude à Davos (*page 57*), mais aussi la stagnation du revenu des classes moyennes. Ce diptyque, qui tend à devenir une opinion commune depuis le succès planétaire du livre de Thomas Piketty, maître à penser des auteurs de *Triomphe de l'injustice*, est-il admis par l'ensemble des économistes ? Une analyse critique inattendue des thèses des « économistes français », comme les moquent leurs opposants aux Etats-Unis, a été publiée par *The Economist* (*page 55*). *Challenges* se gardera bien de trancher. Mais en relevant qu'en Europe, et notamment en France, le regard sur les inégalités passe par d'autres constats (*page 60*). Et justifie d'autres combats. **Vincent Beaufrils**



Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, sur le campus de Berkeley, le 14 novembre 2019. Ils conseillent les candidats démocrates Bernie Sanders et Elizabeth Warren.

Parue à l'automne, la version originale de son livre *Triumph of Injustice* trône en évidence sur une étagère d'un bureau parfaitement rangé avec vue imprenable sur la baie de San Francisco. A l'occasion de la sortie de la version française (*Le Triomphe de l'injustice*, Seuil), Gabriel Zucman, 32 ans, nous reçoit dans les locaux de Berkeley, faculté iconique de la Californie, cœur historique de la gauche américaine, où il officie depuis 2013. Ancien élève de Thomas Piketty, prix du meilleur jeune économiste 2018, il a coécrit cet ouvrage avec Emmanuel Saez, directeur du *Center for Equitable Growth* à Berkeley. Grâce à une collaboration avec le fisc américain, ils ont pu étayer la montée des inégalités aux Etats-Unis. Tous les deux conseillent Bernie Sanders et Elizabeth Warren, deux candidats à la primaire démocrate. Pendant la campagne, l'influence des « économistes français » sur la gauche démocrate est la cible d'attaques jugeant leurs idées trop radicales. Sont-elles effectivement si dangereuses ?

GABRIEL ZUCMAN, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE À BERKELEY

“1% des Américains détiennent 40% de la richesse nationale”

Challenges. A partir de quand les inégalités se sont-elles développées aux Etats-Unis ?

Gabriel Zucman. Les inégalités se sont considérablement creusées depuis le début des années 1980. Actuellement, selon nos calculs, 1% des Américains les plus fortunés détiennent 40% de la richesse nationale. Quant aux 0,1%, soit les super riches, ils possèdent 20% du patrimoine national. Beaucoup d'Américains sont ulcérés par cette spirale inégalitaire et cette dérive quasi oligarchique. Prenez le gouvernement de Donald Trump : la fortune moyenne de ses membres est de l'ordre de 100 millions de dollars !



LE TRIOMPHE DE L'INJUSTICE, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, Seuil, 304 pages, 22 euros.

On n'est pas très loin d'un système en vase clos où les très riches dirigent un pays pour les très riches.

Vous taclez sévèrement les politiques fiscales de Ronald Reagan, président élu en 1980. Est-il responsable de tous les maux ?

Tout a changé effectivement avec son arrivée à la Maison-Blanche au tournant des années 1980. Six ans plus tard, le taux marginal de l'impôt avait chuté de 70% à 28%. Cette révolution libérale a été influencée par deux économistes, portedrapeau du courant de pensée anti-impôt, Milton Friedman et Martin Feldstein, l'un des conseillers de Reagan. Tous les deux ont prôné une baisse des impôts au

prétexte qu'ils les considéraient comme une entrave à l'économie. Leur credo pouvait se résumer ainsi : « Si vous taxez les Américains, vous induisez des effets de comportements néfastes en les incitant à ne pas travailler. » Même logique pour l'épargne. Depuis quarante ans, les économistes américains sont prisonniers de cette vision mécanique et trop simpliste. Bien sûr, les taxes affectent les comportements économiques, mais l'économie américaine ne s'est pas arrêtée de fonctionner des années 1950 aux années 1980, quand les plus fortunés étaient lourdement taxés.

L'actuel président est-il l'héritier de Ronald Reagan sur le plan fiscal ?

Tout à fait. Dans notre livre, nous montrons que les réformes fiscales de Donald Trump ont contribué à accroître un peu plus l'injustice fiscale. Par exemple, les 400 Américains les plus riches paient désormais moins d'impôts – tous prélèvements obligatoires compris – que le reste de la population : leur taux d'imposition est de 23% contre 28% pour un Américain moyen. Les recettes de l'impôt sur les sociétés se sont effondrées également : elles ne représentent plus que 1% du revenu national contre 7% dans les années 1950. **Les Etats-Unis n'ont-ils pas pourtant été, à une certaine période, un modèle de progressivité fiscale ?**

Effectivement, ce pays a développé des politiques d'imposition très progressives bien au-delà de ce qui a pu exister en France ou dans les pays du Nord de l'Europe. Des années 1930 au début des années 1960, le taux marginal supérieur sur les hauts revenus avoisinait 90%, quasi confiscatoire. Franklin Roosevelt a même voulu instaurer pendant la Seconde Guerre mondiale un revenu maximum légal, ce qui impliquait de taxer à 100% les revenus des plus riches au-dessus d'une certaine somme. Finalement, le Congrès américain a opté pour 92%. La situation actuelle n'est donc pas gravée dans le marbre. Les Américains doivent redécouvrir leur propre histoire pour battre en brèche une idée reçue qu'ils ont trop intériorisée, à savoir qu'ils sont anti-impôt. Ce n'est pas vrai, l'histoire le montre. ▶▶▶

►►► Vous êtes très engagé dans la campagne des démocrates pour l'élection présidentielle. Quel est votre rôle auprès de Bernie Sanders et Elizabeth Warren ?

Gabriel Zucman. Les équipes des candidats nous ont contactés pour les aider à chiffrer leurs propositions fiscales. Nous fournissons également une assistance technique pour concevoir les mesures : quel mécanisme mettre en place pour lutter contre l'évasion fiscale, quel taux appliquer... Mais nous n'avons pas d'affiliation partisane et nous ne recevons pas d'argent pour les conseils que nous pouvons prodiguer. Avec Emmanuel Saez, mon collègue de l'université de Berkeley et coauteur du livre, nous souhaitons faire en sorte que les Américains se réapproprient la question fiscale, trop longtemps laissée aux mains des économistes libéraux qui ont imposé leur dogme et leur vision de l'impôt qu'ils qualifient d'agression quotidienne. Or, sans impôt, il n'y a pas de prospérité et pas de destin commun pour un pays. Les propositions de Bernie Sanders et Elizabeth Warren ravivent le débat sur la création d'un impôt sur la fortune. **Vous êtes devenu des égéries de la gauche américaine. Comment expliquez-vous votre succès auprès des démocrates ?** En 2014, nous avons publié un article scientifique qui s'intitulait *Wealth Inequality in the US since 1913*. Nous y montrons la courbe en U des concentrations de fortune des 1% les plus riches. En clair, en 1920, les plus riches

“Les réformes fiscales de Donald Trump ont accru les inégalités en baissant considérablement les recettes fiscales de l'Etat.”

possédaient 40% du patrimoine américain. Grâce aux politiques fiscales de Roosevelt, ce taux est redescendu à 20% après la Seconde Guerre mondiale avant de s'envoler de nouveau à 40% aujourd'hui. C'était la première fois qu'un travail universitaire documentait aussi précisément l'accumulation de richesse par une poignée de personnes depuis les années 1980. Cela a eu un certain écho et Bernie Sanders s'est emparé de la thématique dans sa campagne pour l'investiture du parti démocrate en 2016. Et notre graphique était publié en bonne place sur son site Internet.



Gabriel Zucman, sur la chaîne d'information économique et financière CNBC, en décembre 2019. L'économiste aide la candidate Elizabeth Warren à chiffrer ses propositions fiscales.

Le sénateur du Vermont récidive en 2020 avec des propositions encore plus à gauche. Ne risque-t-il pas de se mettre à dos les forces économiques du pays ?

Quand on regarde les sondages d'opinion, on voit qu'une grande majorité d'Américains (70% des démocrates et plus de 50% des électeurs républicains) se déclarent en faveur d'un impôt sur les très grandes fortunes du type de celui proposé par Elizabeth Warren (2% par an au-delà de 50 millions de dollars). Cette question n'est donc pas seulement une thématique qui agite la gauche du parti démocrate. Avec la crise de 2008 puis l'arrivée de Trump au pouvoir en 2016, il

y a une vraie prise de conscience sur les conséquences du creusement des inégalités. En témoignent les quelques milliardaires médiatiques comme Bill Gates

ou Warren Buffett qui demandent de payer plus d'impôts!

Concrètement, quelles sont les propositions de Bernie Sanders ?

Il souhaite mettre en place un impôt sur les successions allant jusqu'à 77% pour les plus riches. Il envisage également une taxation sur les très grandes fortunes avec des taux modérés pour les patrimoines de quelques dizaines de millions de dollars, mais allant jusqu'à 8% par an sur les fortunes allant au-delà de 10 milliards de dollars.

Elizabeth Warren aussi veut créer un impôt sur la fortune. Quelles sont les différences ?

Ses propositions sont similaires, avec un taux de 6% au-delà d'1 milliard de dollars de richesse. Les deux sénateurs proposent de créer le système fiscal le plus progressif que les Etats-Unis ait jamais connu.

N'est-ce pas une spoliation ?

Non car les impôts sur la fortune souhaités par Warren et Sanders ne toucheraient que moins de 0,1% des Américains, dont les fortunes ont explosé et qui n'ont pas brillé par leur contribution aux recettes publiques ces dernières années. On peut difficilement leur tenter un procès en bolchevisme.

Quels seraient les gains pour l'Etat américain ?

L'impôt sur la fortune Sanders-Warren permettrait à l'Etat américain de récupérer quelque 4000 milliards de dollars sur dix ans! Une somme qui pourrait être réinjectée dans l'éducation (les Etats-Unis n'ont pas de maternelle ni de crèches publiques), dans l'innovation ou dans les infrastructures. Cela augmenterait le taux de participation au marché du travail et aurait donc un effet certes modeste mais positif sur la croissance.

L'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) a été supprimé par Emmanuel Macron car jugé décourageant les forces économiques...

En France, nous avons laissé l'impôt sur la fortune dysfonctionner. Par exemple, il se déclenchait à partir d'un patrimoine de 790 000 euros en 2010, porté à 1,3 million d'euros, ce qui à ce niveau-là revenait à en faire une taxe foncière supplémentaire. Cela a engendré des situations difficiles pour certains

propriétaires comme ceux de l'Ile de Ré. La concurrence fiscale dans l'Union européenne a également été un facteur qui a rendu cet impôt moins efficace. Au fil du temps, il s'est vu grever d'exonérations et de plafonnements en tous genres. Plutôt que d'essayer de le réformer, le choix a été fait de le supprimer.

Serait-il plus facile de bien calibrer un impôt sur la fortune aux Etats-Unis ?

Oui car ce pays pourrait tirer les leçons de l'expérience française pour mettre en place un impôt plus efficace, centré sur les ultra riches. Cela permet d'éliminer d'emblée les polémiques qui ont affaibli l'ISF français.

Comment expliquer que deux Français soient devenus spin doctor (conseillers) de la gauche américaine ?

Nous ne sommes pas imprégnés par l'idéologie dominante et nous n'hésitons pas à mettre les pieds dans le plat. Aux Etats-Unis, les économistes font des allers-retours fréquents entre le monde universitaire et les cabinets ministériels de Washington. Ils sont donc moins à même de remettre en cause les dogmes dominants. Notre regard extérieur nous permet d'avoir plus de liberté. Nous sommes des sortes de plombier dont le but est de réparer les failles du système qui dysfonctionne. Nous avons une approche différente de beaucoup d'économistes : nous n'avons pas simplement le nez rivé sur des tableaux Excel. Nous voulons être utiles à la société. C'est une spécificité des économistes français comme le Prix Nobel Esther Duflo, Thomas Piketty ou encore Thomas Philippon.

Avez-vous été inspirés par la méthode de Thomas Piketty, votre directeur de thèse à l'Ecole d'économie de Paris (PSE) ?

Oui, comme Thomas Piketty, nous avons réalisé un gros travail de collecte de données en épluchant près d'un siècle de statistiques fiscales américaines. Notre originalité par rapport à d'autres travaux économiques est d'avoir pris en compte l'ensemble des prélèvements obligatoires. Pour y parvenir, nous avons eu la chance de collaborer avec l'IRS, le fisc américain, qui depuis une dizaine d'années s'est montré intéressé par un partenariat avec des universitaires. Cela nous a permis d'avoir accès aux déclarations fiscales de 160 millions de foyers fiscaux américains, qui sont très détaillées.

Propos recueillis par Florian Fayolle (envoyé spécial en Californie)

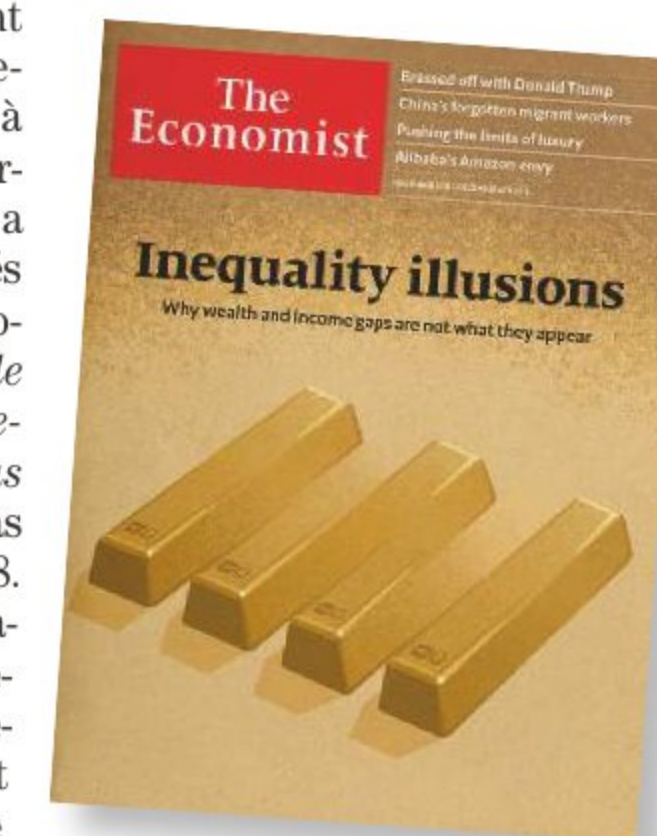
Des chiffres peuvent en cacher d'autres

Les travaux initiés par Thomas Piketty sur la montée des inégalités dans les pays riches sont largement contestés. Le point avec un article paru dans The Economist.

Plus d'une décennie avant l'émergence du mouvement Occupy Wall Street, à New York en 2011, un chercheur alors peu connu en France a commencé à écrire sur les inégalités de revenus avec une nouvelle approche. « L'objectif de notre étude est de comparer l'évolution des revenus des 10%, 1% ou 0,5% les plus riches », écrivait un certain Thomas Piketty dans une étude de 1998. Avec son coauteur attiré, Emmanuel Saez, Piketty a pratiqué le premier l'utilisation de données provenant de liasses fiscales, estimant qu'elles étaient plus fiables que toute autre enquête pour tracer les revenus des plus riches. Et il révéla que le « 1% » avait eu un comportement de bandits aux dépens du « 99% ». Cette recherche a donné au mouvement Occupy Wall Street son principal élément de langage.

Quatre points majeurs

Depuis, il y a eu une explosion d'articles d'économistes sur les causes et les conséquences de cette montée des inégalités dans les pays riches. Dans son best-seller de 2013 *Le Capital au XXI^e siècle*, Thomas Piketty avançait que l'augmentation des inégalités était consubstantielle à l'essor des activités des entreprises privées. Le travail de Thomas Piketty fait désormais partie intégrante du discours politique aux Etats-Unis et en Occident. Deux candidats prééminents aux primaires démocrates américaines, Elizabeth Warren et Bernie Sanders, ont proposé des impôts sur la fortune pour lutter contre les inégalités – des options appréciées par Thomas Piketty et Emmanuel Saez, ainsi que par Gabriel Zucman, co-



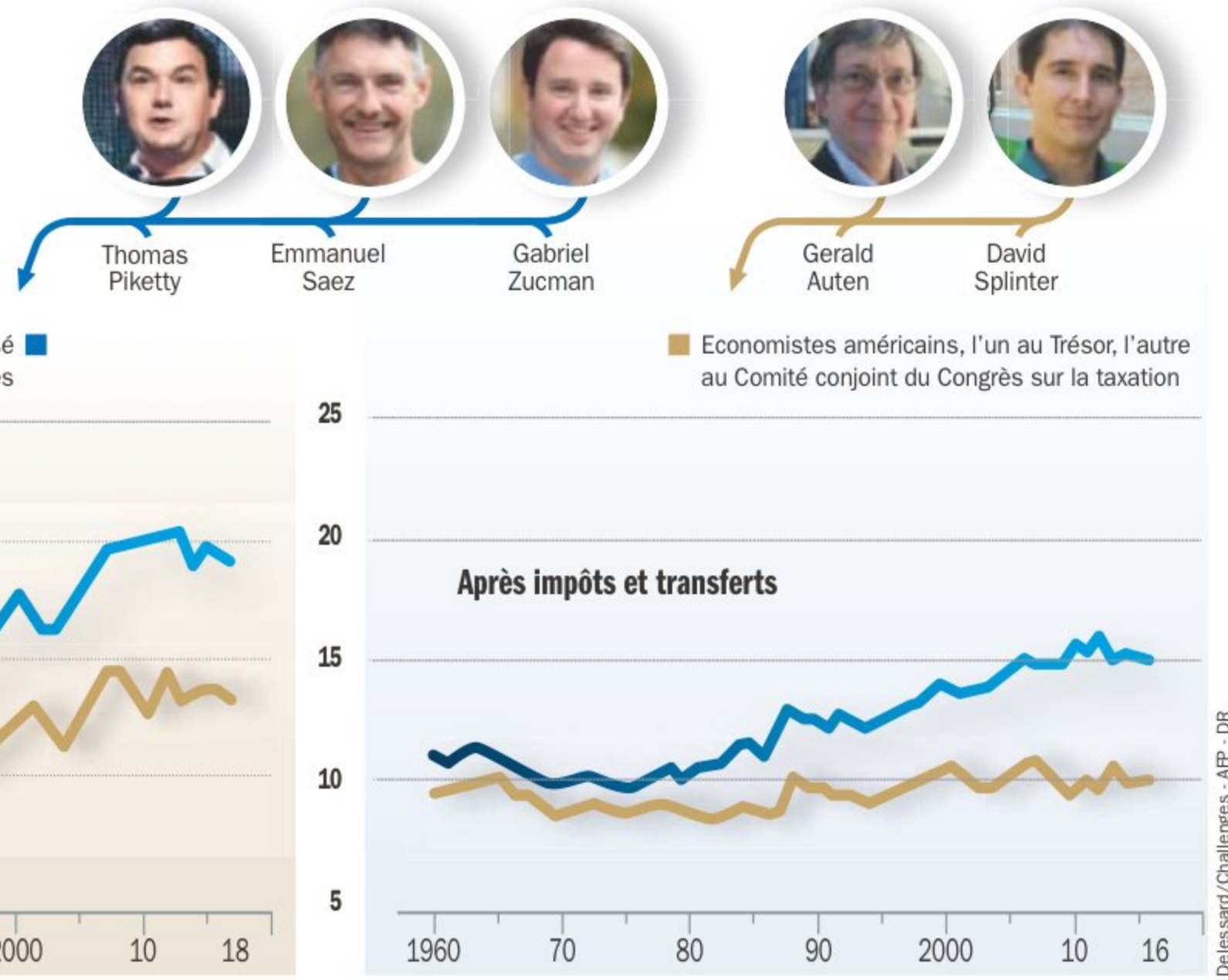
Couverture de The Economist. L'hebdomadaire a consacré son numéro du 30 novembre 2019 à la question des inégalités.

auteur avec ce dernier du *Triomphe de l'injustice* (lire ci-contre).

Beaucoup de choses ont dérapé dans le capitalisme contemporain. Dans de nombreux pays, la mobilité sociale fait défaut, trop d'entrepreneurs disposent de positions dominantes sur leur marché; et le logement est trop coûteux. Tous ces facteurs et quelques autres contribuent à expliquer pourquoi la croissance est faible dans le monde occidental. Au moment où les réflexions sur l'inégalité ont envahi le monde politique, des chercheurs ont commencé à se pencher à nouveau sur la question. Et certains d'entre eux se demandent si les inégalités se sont creusées autant qu'affirmé, et si même elles se sont accentuées. Les opinions communément partagées sur la question des inégalités se concentrent autour de quatre points majeurs : d'abord, sur une période de quatre ou cinq décennies, ►►►

Divergences de vue

Part du revenu des 1% les plus riches aux Etats-Unis (en %)



►►► les revenus du top « 1% » ont augmenté; parallèlement, les revenus de la classe moyenne ont stagné; les salaires ont à peine progressé alors qu'une part croissante du PIB est allée aux détenteurs de patrimoine; et enfin les riches ont réinvesti avec profit les fruits de leurs investissements, de sorte que les inégalités de patrimoine se sont également accrues.

Six méthodologies différentes

Pourtant, ces points sont remis en question par toute une série de nouvelles études, à commencer par le constat sur les revenus du « 1% ». L'hypothèse qu'ils aient fortement augmenté en dehors des Etats-Unis a toujours été considérée comme sujette à caution. En Grande-Bretagne, la part des revenus après impôts du « 1% » n'est pas plus élevée aujourd'hui qu'au milieu des années 1990. Dans toute l'Europe, le ratio entre les revenus après impôts des 10% les plus riches par rapport aux 50% les plus pauvres est resté remarquablement stable, selon une étude de Thomas Blanchet (Ecole d'économie de Paris).

Aux Etats-Unis, le constat semble plus solide, au vu des analyses des liasses fiscales réalisées par l'équipe Piketty-Saez-Zucman. Cependant un travail récent de Gerald Auten et

David Splinter, économistes respectivement au Trésor américain et au Comité conjoint du Congrès sur la taxation, ont abouti à une nouvelle conclusion frappante. Après avoir pris en compte les impôts et dépenses sociales dites « de transfert », il apparaît que la part des revenus du « 1% » aux Etats-Unis a peu changé depuis les années 1960 (voir ci-dessus graphique de droite).

Ils ne sont pas les premiers à avoir ajusté leurs résultats après avoir intégré l'effet des impôts et des dépenses sociales. Selon la même méthode, les statistiques du Bureau du Budget du Congrès (CBO) américain montrent que les revenus des plus riches ont beaucoup augmenté dans les années 1980 et 1990. Mais ce constat est modéré par la mise en œuvre des réformes qui ont étendu l'assurance de santé pour les enfants (en 1997) et les programmes Medicaid par Barack Obama (en 2014). Gerald Auten et David Splinter contestent un certain nombre de biais statistiques des études des économistes français, et s'ils ne remettent pas en cause que les revenus du « 1% » aient augmenté depuis les années 1960, ils estiment cette augmentation moins importante qu'évoquée, notamment par le jeu des effets bénéfiques du Medicaid. La deuxième assertion communé-

Si Gerald Auten et David Splinter ne remettent pas en cause la hausse des revenus du « 1% » depuis les années 1960, ils l'estiment moins importante qu'évoquée par les économistes français, notamment par le jeu des effets bénéfiques du Medicaid.

ment mise en avant – la stagnation du revenu des classes moyennes – est elle aussi à prendre avec des pincettes. Le think tank Urban Institute montre ainsi qu'il y a six différentes méthodologies pour évaluer le revenu américain médian entre 1979 et 2014. Or celles-ci donnent des résultats bien différents selon que l'on retient les calculs de Piketty-Saez (-8%) ou ceux du CBO (+51%). Le troisième point, axe du best-seller de Piketty, et qui lui a donné son titre, voudrait qu'une nouvelle classe de rentier a émergé, dont la richesse est le seul produit de l'investissement et de l'héritage, et non du travail. Ce constat fait lui aussi l'objet de critiques récentes de la part des économistes. Gilbert Cette (Banque de France), Thomas Philippon (New York University) et Lorraine Koehl (Insee) ont conclu que, si la part des salariés a effectivement décliné dans le PIB américain, ce constat ne peut être généralisé à l'ensemble des économies avancées.

Un duo contesté

Enfin, concernant les inégalités des patrimoines, les thèses de l'équipe Piketty-Saez sont également contestées. Quand, dans leur étude de 2016, ils calculent que la richesse du top « 0,1% » est passée de 7% en 1978 à 22% en 2012 de l'ensemble

des patrimoines aux Etats-Unis, une recherche de trois économistes du Trésor, de Princeton et de l'Université de Chicago estime la part du patrimoine du « 0,1% à 15% », ce qui réduit de moitié la hausse mise en avant. Le duo d'économistes français conteste ces résultats, mais la controverse montre combien il est risqué d'évaluer les fortunes. Et combien l'assiette sur laquelle serait prélevé un éventuel impôt sur la fortune est également incertaine.

Quatre pays « fiables »

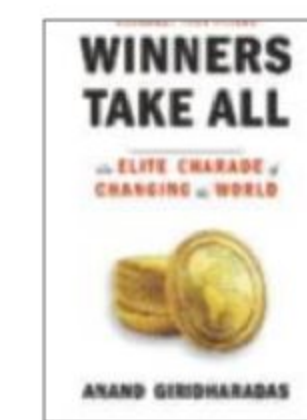
La question n'est donc pas tant de remettre en cause le phénomène d'accroissement des grandes fortunes aux Etats-Unis, mais de se mettre d'accord sur son degré. Ailleurs dans le monde, le panorama est plus brouillé. Selon Daniel Waldenström (Institut de recherche d'économie industrielle, à Stockholm), il n'existe de données fiables sur la répartition de la richesse que dans trois pays en dehors des Etats-Unis : au Royaume-Uni, au Danemark et en France. Or, dans ces trois pays, il est difficile de distinguer une tendance claire sur les inégalités de patrimoine dans les dernières décennies. En France par exemple, l'observation dépend de l'intégration ou non des revenus du capital et des effets de l'héritage, estime Daniel Waldenström.

Cet afflux de nouvelles recherches va-t-il avoir un effet sur l'opinion des gens sur les inégalités? Cela dépend de l'ampleur du débat parmi les économistes. D'ailleurs, les critiques du trio Piketty-Saez-Zucman pourraient se trouver à leur tour contestées. Et même si les inégalités ne se sont pas creusées autant que beaucoup de gens le disent, la profondeur du fossé entre riches et pauvres n'en resterait pas moins décourageante. Mais cette bataille académique, longue et sanglante, devrait inciter les politiques à avancer précautionneusement. Des propositions pour taxer plus lourdement les hauts revenus, ou instituer un impôt sur la fortune, ou encore les propositions beaucoup plus radicales défendues par Thomas Piketty dans son dernier livre *Capital et Idéologie*, sont des réponses à un problème qui est encore imparfaitement documenté. ■

© The Economist London 2020

Un sujet en or

Les inégalités sont une source inépuisable de débats pour les maisons d'édition, les ONG ou les think tanks. La preuve par deux.



Anand Giridharadas. Le livre de l'ex-journaliste du New York Times est recommandé comme un des meilleurs essais de l'année 2019.



Cécile Duflot. Oxfam, l'ONG qu'elle dirige en France, fustige, dans son dernier rapport, publié avant le Forum de Davos, « ces fortunes qui augmentent de façon exponentielle ».

La question des inégalités ne passionne pas seulement les mondes académique et politique. Elle est aussi une source inépuisable de débats pour les ONG, les think tanks et les maisons d'édition. Avec des échos à la mesure des fortunes qui se sont développés ces quarante dernières années.

En publiant son rapport annuel à la veille du Forum de Davos, Oxfam n'a pas fait dans la dentelle. Recensant 2 153 milliardaires, l'ONG anglo-saxonne, dirigée en France par l'ex-ministre Cécile Duflot, fustige « ces fortunes qui augmentent de façon exponentielle, sans aucune corrélation entre la valeur apportée et les richesses accumulées ». Et elle rappelle son étude de l'année passée, selon laquelle « entre 2011 et 2017, les salaires moyens ont augmenté de 3% dans les pays du G7, quand les dividendes empochés par les actionnaires ont, eux, augmenté de 31% ». Autre constat que nul ne pourra contester : « Depuis 2009, les milliardaires ont vu leur fortune augmenter de 7,4% par an, un taux nettement supérieur à ce

qu'un épargnant ordinaire pourrait obtenir », notamment parce qu'« ils ont les moyens d'acheter les meilleurs conseils en matière d'investissements ». Ce n'est plus la chance, mais la fortune, qui sourit aux fortunés...

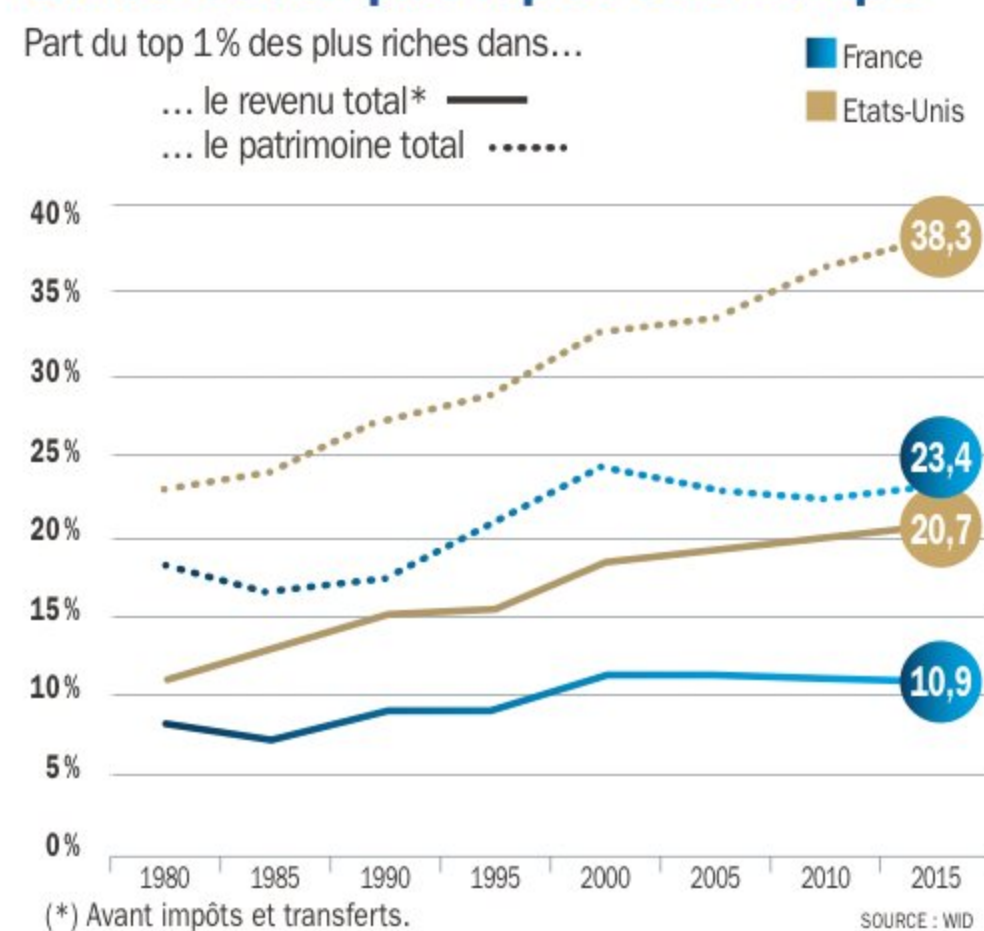
Beaucoup plus construite et documentée, la rhétorique de l'ex-journaliste du *New York Times* Anand Giridharadas fait le bonheur de plus d'un demi-million de followers sur son compte twitter. Et son livre *Winners take all* a été recommandé par *The Economist* comme un des meilleurs essais de l'année écoulée. Pourtant, son sous-titre (« La mascarade de l'élite qui veut changer le monde ») n'est pas très aimable. Moquant le langage des milliardaires qui appellent à la philanthropie, il se méfie dès que l'expression *win-win* affleure dans un discours : « C'est ce que disent les riches quand ils ne veulent rien céder. » En même temps, il célèbre les itinéraires de citoyens ordinaires qui veulent renverser la table et des « milliardaires patriotiques », comme l'héritière Abigail Disney dénonçant les exemptions fiscales du régime Trump. ■

En France, l'Etat-providence panse les inégalités

Les transferts sociaux et les services publics atténuent l'écart de niveau de vie qui s'accroît entre les plus modestes et les plus aisés. Un système assez efficace mais trop dispendieux pour être sain.

Si la dérive inégalitaire aux Etats-Unis décrite par Emmanuel Saez et Gabriel Zucman est spectaculaire (lire pages précédentes), en France, l'injustice ne triomphe pas. La captation des grandes fortunes, indicateur clé du gourou des inégalités Thomas Piketty, y est bien moindre, avant même que l'Etat s'en mêle (voir graphiques ci-contre). Ainsi, le top 1% des Français les plus riches capte moitié moins du revenu total que son équivalent outre-Atlantique. La concentration du patrimoine est plus forte mais les 1% les mieux dotés accaparent moins du quart du patrimoine privé national, contre bien plus d'un tiers pour les milliardaires et millionnaires américains. Mais si, dans le panorama plus vaste des indicateurs d'inégalité et de pauvreté, la France se distingue favorablement, c'est surtout grâce au

Concentration plus rapide en Amérique

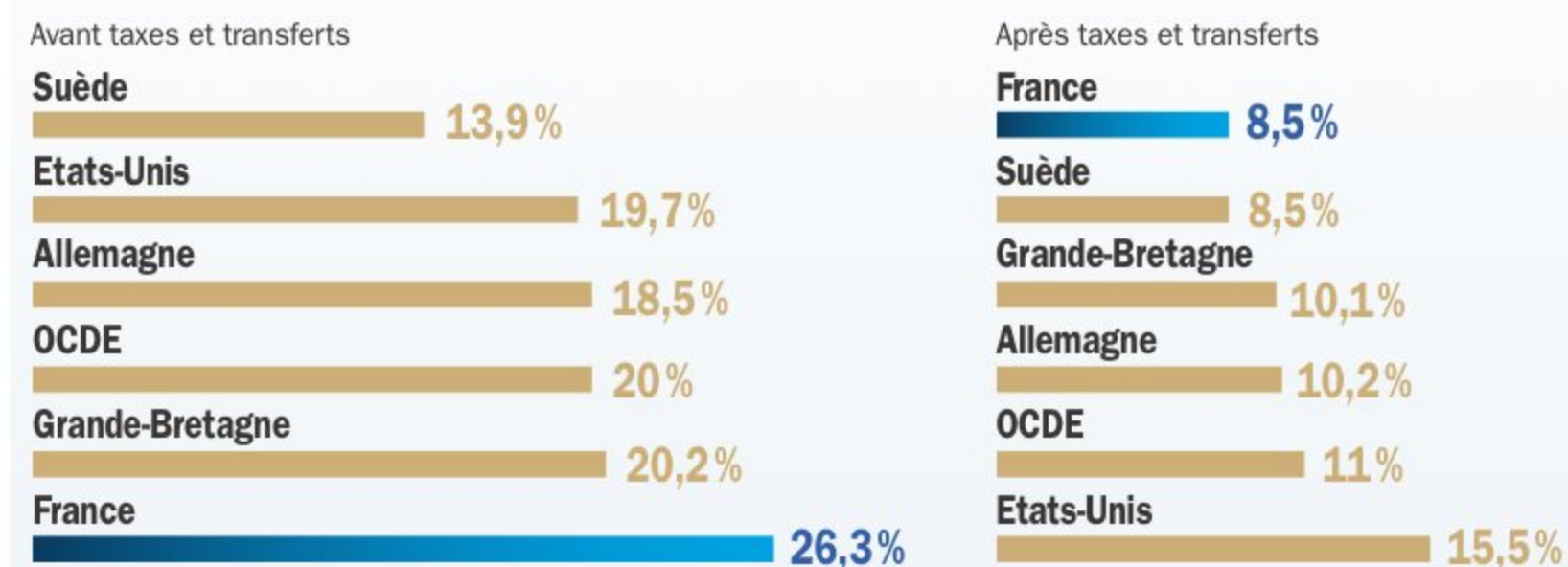


rôle surpuissant de son système de redistribution, via les impôts et prestations. La plupart des pays occidentaux ont restreint leur Etat-provi-

dence depuis l'âge d'or des Trente Glorieuses et plus encore depuis la crise de 2008. La République tricolore, elle, a plutôt maintenu, voire étendu, sa protection sociale, au nom de cette « passion française pour l'égalité » observée par Alexis de Tocqueville, et rappelée par l'historien Michel Winock (lire page 63). Du coup, comme le montre le coefficient de Gini, mesure de référence des inégalités, l'action redistributive de la France parvient à mieux raboter les disparités de niveau de vie en France qu'en Allemagne, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, où les écarts se sont creusés. Et c'est sans compter les transferts « en nature » – l'accès à des services publics largement gratuits comme la santé et l'éducation – qui contribuent aussi à limiter les inégalités. Le modèle redistributif français lutte efficacement contre la pauvreté, où

Les vertus du modèle redistributif français

► Taux de pauvreté* en 2016 (en %)



► Disparités de revenus en 2016 (coefficient de Gini**)



(*) Pourcentage de personnes vivant avec moins de la moitié du revenu médian.
 (**) Cet indice permet de définir les inégalités de revenus dans un pays. Il est mesuré de 0 à 1, 0 signifiant qu'il existe une égalité parfaite entre les individus, 1 traduisant au contraire une inégalité totale.

il concentre ses efforts. Ainsi, sans intervention de la puissance publique, la France compterait 26,3% de gens vivant avec moins de la moitié du revenu médian, bien plus nombreux qu'aux Etats-Unis (moins de 20%)! Mais grâce aux minima sociaux (RSA, minimum vieillesse, aide aux handicapés...) qui couvrent près de 7 millions de personnes, grâce aussi aux allocations logement et familiales, il n'y a finalement que 8,5% de très pauvres en France, le même niveau qu'en Suède, si célébrée pour son égalitarisme.

Compenser n'est pas corriger

« Cet accomplissement ne doit pas masquer les faiblesses du modèle français », avertit Pierre Cahuc, économiste à Sciences-Po. Car, depuis la crise de 2008, les inégalités originelles de revenus se sont nettement creusées, à cause de la dégradation des conditions d'emploi de la large frange de la population non qualifiée, liée aux dysfonctionnements du marché du travail et du système de formation. L'Etat compense a posteriori, mais cela pallie les inégalités sans vraiment les cor-

riger. » Ainsi, l'écart des revenus bruts entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres s'est élargi d'un cinquième depuis la crise : ils sont désormais 21 fois plus élevés. Mais après impôts et transferts, voilà l'écart réduit à 5,7, niveau quasi stable. Pourquoi de telles disparités entre les revenus bruts? D'abord parce que le chômage reste élevé dans l'Hexagone. Trop de jeunes peinent à entrer sur le marché du travail, trop de seniors en sont éjectés. De plus, « la France est frappée plus vite et plus fort qu'ailleurs par la bipolarisation des emplois à l'œuvre dans tous les pays développés du fait de la mondialisation et de la digitalisation », relève Ariell Reshef, co-auteur d'une étude pour l'Ecole d'économie de Paris. Celle-ci illustre le recul en dix ans des emplois des classes moyennes (ouvriers qualifiés, techniciens, employés de bureau...) face au développement de ceux occupés par les classes populaires (livreurs, caristes, services à la personne, serveurs, personnel de ménage, de sécurité...) et ceux des classes

Sans intervention de la puissance publique, la France compterait 26,3% de gens vivant avec moins de la moitié du revenu médian, bien plus qu'aux Etats-Unis! Mais grâce aux minima sociaux, qui couvrent près de 7 millions de personnes, grâce aussi aux allocations logement et familiales, il n'y a finalement que 8,5% de très pauvres en France.

supérieures (managers, ingénieurs, informaticiens, consultants, experts en marketing...). D'un côté, les rémunérations des hauts cadres et des jeunes loups de la finance ou de la high-tech flambent. De l'autre, près d'un actif sur quatre vit une situation de mal-emploi, en CDD, en intérim, en temps partiel subi, au chômage, ou a renoncé à chercher un travail.

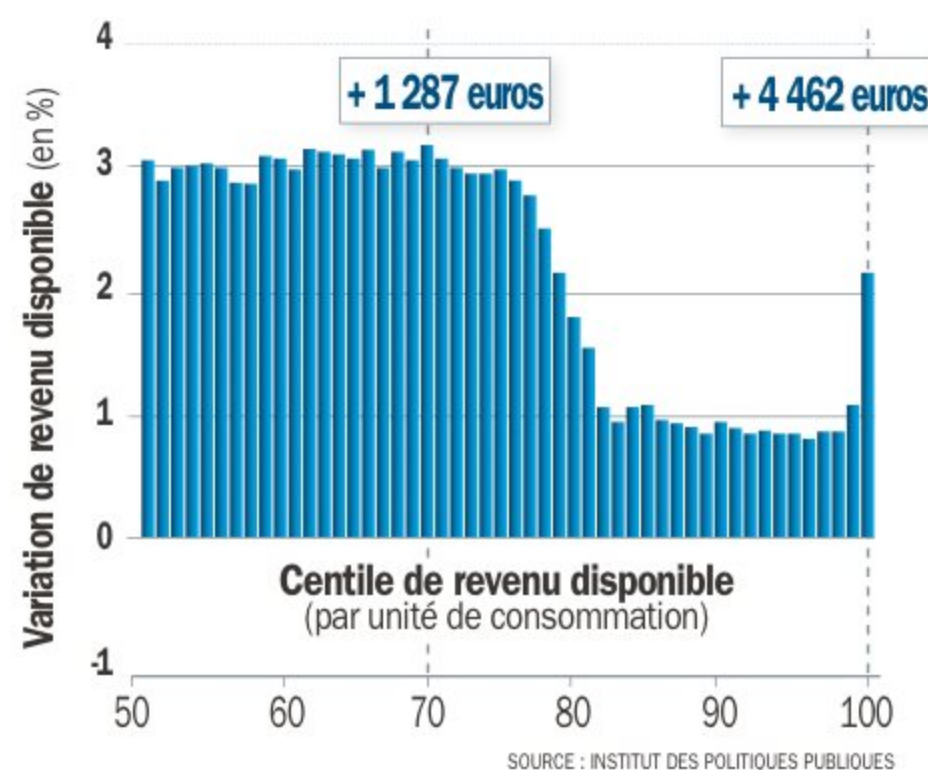
Pour combler ces écarts grandissants, les pouvoirs publics redistribuent toujours plus d'argent public. « Un pogon de dingue », disait Emmanuel Macron. De fait, le modèle socio-fiscal français, champion des prélèvements obligatoires (48,4% du PIB), avec des dépenses sociales record (31,2% du PIB, pour 20% en moyenne dans les 37 pays de l'OCDE), en déficit chronique, atteint ses limites. Encadrement des dépenses de santé, réformes en série des retraites, économies sur l'assurance-chômage : il est voué à devenir moins généreux. « Ce serait très risqué de détricoter le modèle, bouclier contre la pauvreté et facteur de cohésion sociale, avant d'avoir corrigé ces inégalités primaires, qui demandent des réformes de fond et du temps pour s'améliorer », alerte cependant Eric Heyer, à l'OFCE.

« Dynamique à effets pervers »

Mais Patrick Artus, chef économiste de la banque Natixis, pointe, lui, « la dynamique à effets pervers » de cette machinerie redistributive massive. L'analyse d'Antoine Goujard, à l'OCDE, dans la revue *Futuribles* de décembre en donne un exemple. Notant les moins bons résultats face aux inégalités globales que pour réduire la pauvreté (voir graphiques ci-dessus), il note que « le modèle français est très protecteur pour les plus modestes, mais moins favorable aux classes moyennes, notamment parce que les cotisations sociales, allégées au niveau du smic [à 4%] pour soutenir l'emploi des peu qualifiés, pèsent encore à 36% sur le salaire médian, un écart qui freine l'augmentation de pouvoir d'achat des travailleurs à bas salaires. » Un symptôme de ce pays qui dépense plus que les autres dans le social et moins que les autres dans l'école primaire. **Gaëlle Macke**

Coup de pouce aux classes moyennes

L'impact des budgets 2018-2020 sur le revenu net des 50% des ménages les plus aisés en 2020



Macron, président des riches ?

Pour près de trois quarts des Français, Emmanuel Macron reste le président des riches. Il paye son péché originel : avoir, dès l'entame de son mandat, débouloigné le symbolique impôt sur la fortune (ISF), réduit aux seuls actifs immobiliers. Autre mesure favorable aux plus fortunés : la baisse de l'imposition des revenus du capital désormais soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30%. Dans l'objectif de stimuler l'investissement des « premiers de cordée », l'allègement de facture fiscale est substantiel : 4,5 milliards en moyenne rendu à chacun des 100 plus gros contribuables. Cette réforme de la fiscalité du capital a d'ailleurs fait remonter brusquement le niveau des inégalités

(indice de Gini) en 2018. Mais depuis, confronté à la contestation des « gilets jaunes », Emmanuel Macron a dû rééquilibrer sa politique fiscale et sociale : 17 milliards ont été mis sur la table. En comptant aussi la suppression de la taxe d'habitation, « les gagnants se situent maintenant dans une large classe moyenne », constate Antoine Bozio, directeur de l'Institut des politiques publiques (IPP), qui a calculé l'impact redistributif des trois budgets du mandat, de 2018 à 2020. Ainsi, le revenu net des Français situés entre les 25% les plus pauvres et les 20% les plus riches (voir graphiques ci-contre et page 61) aura gonflé de 3% d'ici à fin 2020. Un gain supérieur à celui des 20% les plus aisés (+1%) et même au top 1%, dont le revenu ne progresse que de 2%. ■

Le destin commence à la petite enfance

Dès la naissance, les inégalités se creusent, en France plus qu'ailleurs. Malgré des investissements massifs dans le système scolaire.

En recevant, le 30 janvier, toutes les associations qui se consacrent au mentorat, le secrétaire d'Etat à la Jeunesse, Gabriel Attal en a pris pour son grade : « On parle de retraite toute la journée, mais nous, on aimerait déjà y entrer sur le marché du travail », lance Dylan, 28 ans, détenteur d'un master. Et Juliette diplômée du 9-3 soupire : « Pôle emploi ne sait pas quoi faire de nous... » Angèle, d'un petit patelin de l'Allier, en deuxième année d'école d'ingénieurs garde quant à elle un mauvais souvenir de son conseiller d'orientation : « Ce n'est pas pour toi, c'est trop cher ! » L'inégalité des chances, en France, frappe tous les outsiders, qu'ils viennent de quartiers défavorisés de banlieue ou d'un village perdu dans la diagonale du vide. Autocensure, manque d'information, problème de mobilité (matérielle ou mentale) amputent le champ des possibles.

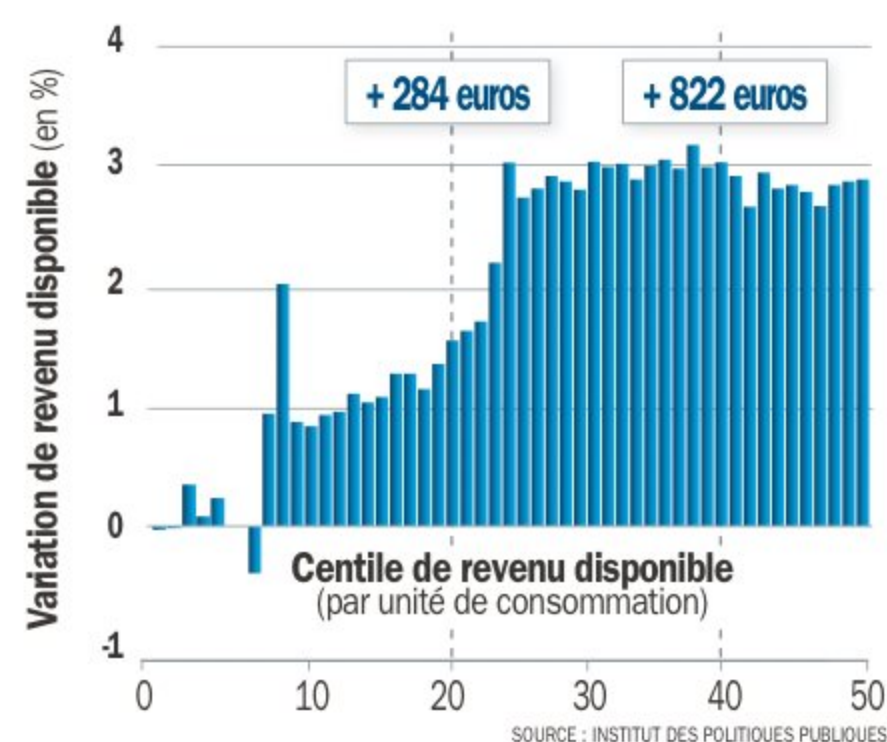
« Cette perception doit interroger les pouvoirs publics sur leur capacité à faire respecter la "méritocratie républicaine", alerte la Fondation Jean-Jaurès dans son enquête *Jeunes des champs, jeunes des villes*, parue en novembre. Elle tord le cou à l'image à la mode de l'individu "entrepreneur de sa vie", seul responsable de ses échecs et de ses réussites. »

« 30 000 places en crèches »
Pour ceux qui sont du mauvais côté de la barrière, c'est une spirale infernale que décrit l'OCDE. A chaque étape de la vie, de 0 à 25 ans, les écarts se creusent. En France plus qu'ailleurs : il faudrait six générations pour que les descendants de familles modestes atteignent le revenu moyen, contre 4,5 générations en moyenne dans l'OCDE ! L'organisme international pose le même diagnostic que France Stratégie, le think tank rattaché à Matignon : « L'inéga-

lité des chances en France est d'abord une inégalité éducative. » Mais comment diable le système scolaire français, qui engloutit chaque année plus de 30 milliards d'euros, échoue-t-il dans cette mission ? La députée LREM Sylvie Charrière, ancienne principale de collège à Clichy-sous-Bois, s'interroge : « Mon collège a un assez bon climat, une équipe de profs plutôt stable, des moyens de l'Etat puisqu'il était en zone fragile et que le quartier a bénéficié d'investissements massifs. Mais ça reste très difficile... Je n'ai que 50% de mes collégiens qui vont jusqu'au bac. » Et encore, elle a de la chance : « A Grigny, où il n'y a pas de lycée, c'est 25% ! » Elle s'est engagée au côté d'Emmanuel Macron justement pour mener ce combat pour l'égalité de destins, même si ça mettra des années à porter des fruits, reconnaît-elle. Car c'est à chaque étape de son parcours qu'un enfant mal né est poussé

Pas d'aubaine en bas de l'échelle

L'impact des budgets 2018-2020 sur le revenu net des 50% des ménages les plus modestes en 2020



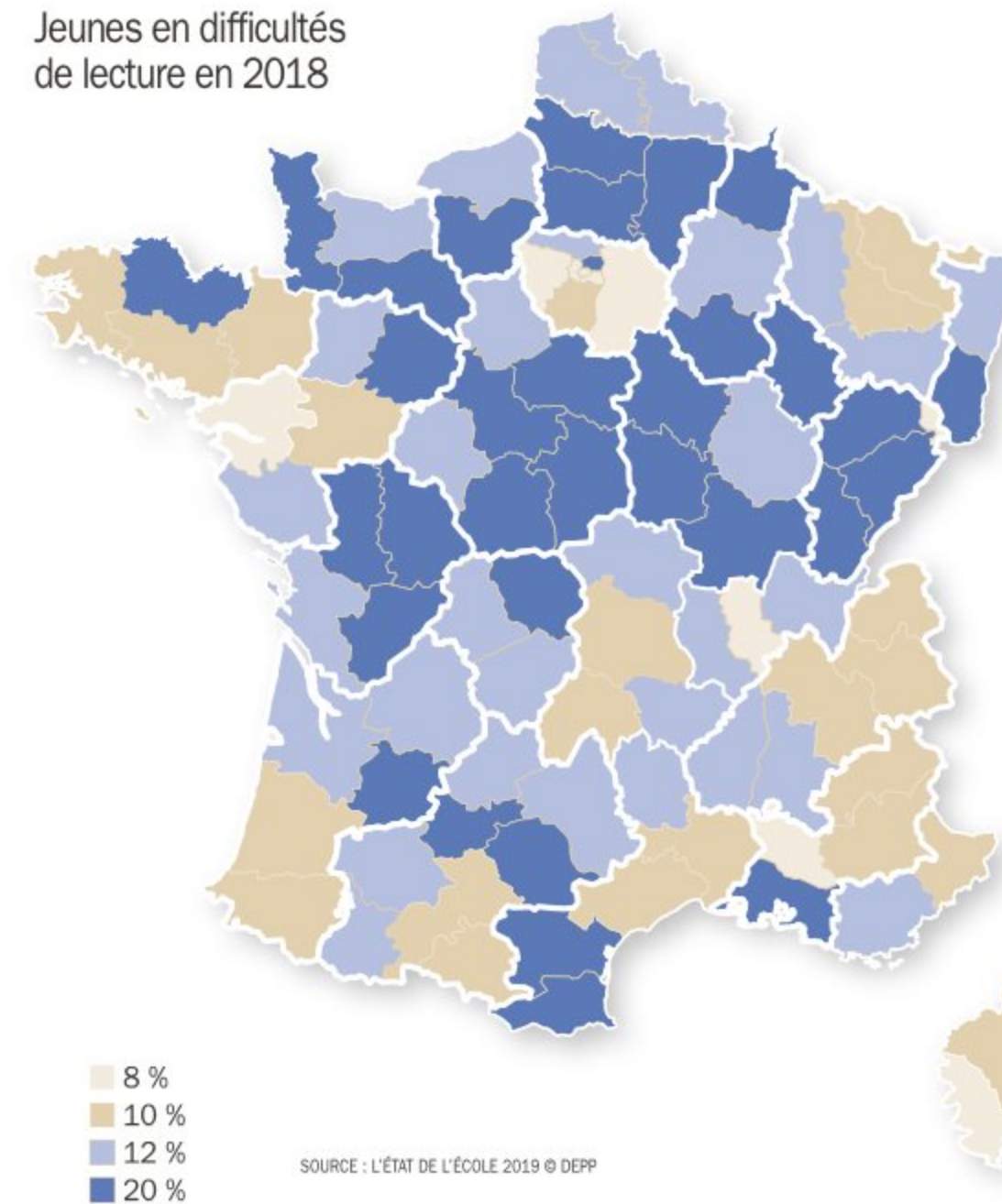
Les plus pauvres passent un tour

En octobre 2018, Emmanuel Macron lançait son plan de lutte contre la pauvreté, doté de plus de 8 milliards d'euros et de 21 mesures. Près de trois ans après son arrivée au pouvoir, la situation des plus démunis en France s'est pourtant dégradée. L'Insee calcule qu'entre 2016 et 2018 le taux de pauvreté aura augmenté de 14% à 14,3% (hors effet APL). L'Institut des politiques publiques constate d'ailleurs que les mesures budgétaires de 2018 à 2020 sont défavorables aux 7% les plus pauvres (voir graphique ci-contre). Et alors que la totalité des autres catégories de Français verront leur revenu disponible augmenter ! L'OFCE abonde, en publiant début février ses propres calculs : les 5% de Français les plus pauvres devraient voir leur revenu se réduire d'environ

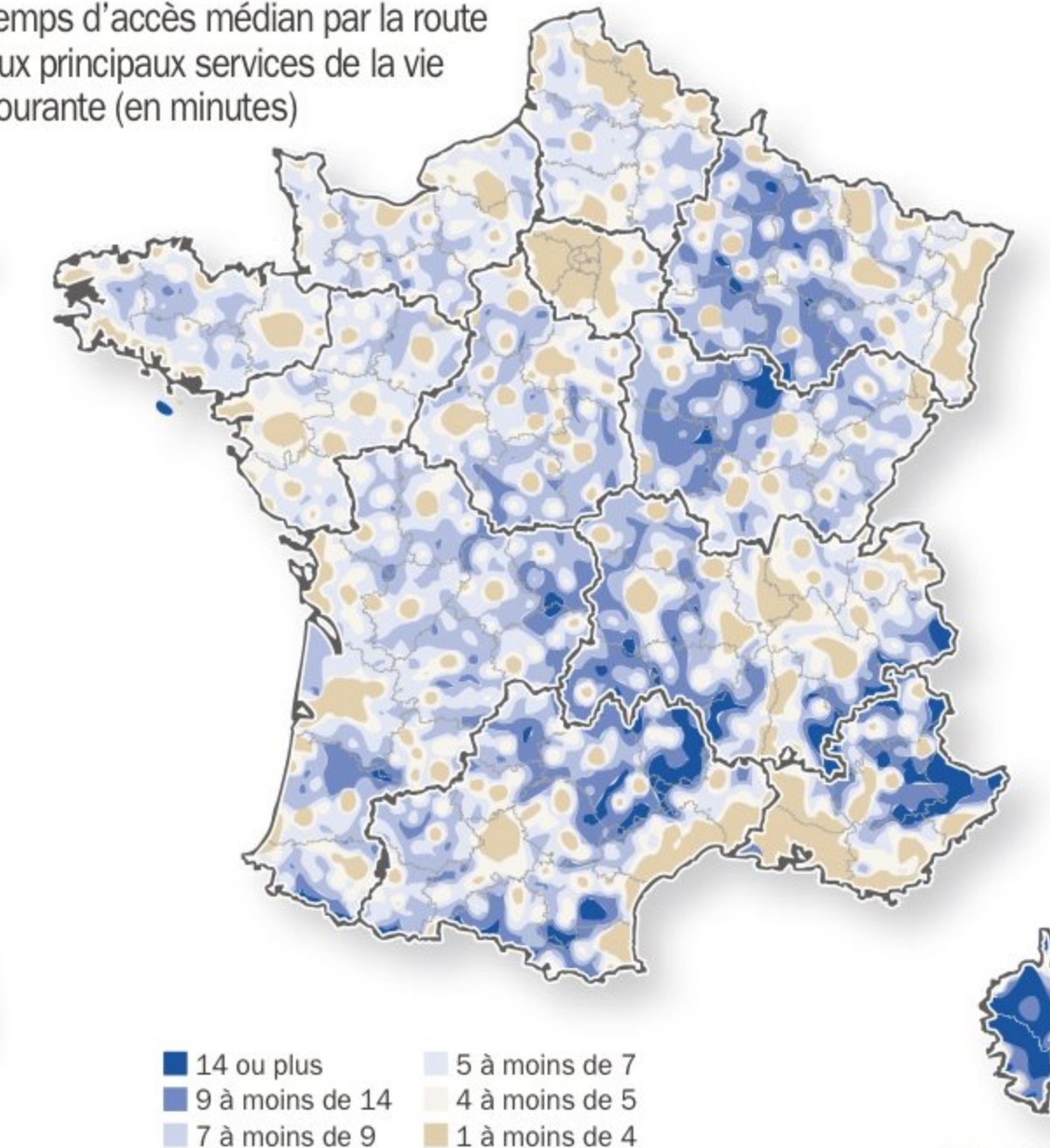
45 euros par an. C'est qu'ils ne paient pas la taxe d'habitation (supprimée), ne touchent pas la prime d'activité (revalorisée). En revanche, ils subissent la hausse des prix du tabac et de l'essence, la désindexation des allocations logement et familiales. Si le minimum vieillesse et l'allocation adulte handicapé ont amélioré le sort de ces publics particuliers, le RSA, lui, stagne. Et l'arrivée d'ici à 2022 du revenu universel d'activité ne boostera pas ce minimum : « Nous préférons miser sur l'accompagnement intensif des personnes vers l'emploi, seul véritable moyen pour sortir de la pauvreté », explique Christelle Dubos, secrétaire d'Etat chargée du plan pauvreté. Une mesure juste à long terme, mais qui n'améliore pas immédiatement les fins de mois. ■

Disparités territoriales

Jeunes en difficultés de lecture en 2018



Temps d'accès médian par la route aux principaux services de la vie courante (en minutes)



à l'échec. Dès la petite enfance, les inégalités s'installent : 5% seulement des enfants pauvres vont en crèche, quand c'est 22% pour les aisés. Le think tank Terra Nova le déplore, citant le Prix Nobel américain James Heckman : « L'investissement intensif dans des programmes de préscolarisation est le plus rentable » pour la société : les montants considérables investis dans la requalification professionnelle, la lutte contre le décrochage ou la prévention de l'échec scolaire au collège, bénéficieraient davantage aux individus s'ils l'étaient, dix, quinze ou vingt ans en amont, dans des initiatives de haute qualité à destination de la petite enfance. L'actuel gouvernement n'est pas resté sourd. La secrétaire d'Etat chargée du plan pauvreté Christelle Dubos promet que « 30 000 places en crèche ouvriront pour ces publics d'ici à 2022 ». Et le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, a rendu la scolarisation obligatoire dès 3 ans. Mais le passage à l'école primaire continue le travail de sappe. En CM2, 10% des enfants d'ouvriers accusent déjà un an de retard, contre 2% chez les cadres. Fruit du désinvestissement public au profit du lycée, de-

Si l'inégalité des chances sévit d'abord dans les quartiers défavorisés des grandes métropoles (où la pauvreté se concentre), elle touche aussi les jeunes « invisibles » des campagnes (où la mobilité constitue un handicap supplémentaire).

puis des décennies. Au mépris des recherches et des exemples voisins. En France, on n'investit 30% de moins sur un écolier (6 500 euros) que les autres pays de l'OCDE. A l'inverse, au lycée, où les profils plus aisés se concentrent, c'est 11 700 euros (10 000 dans l'OCDE). Là encore Jean-Michel Blanquer a réagi : doublement des classes de CP, de CE1 et bientôt de grande section dans les réseaux d'éducation prioritaire (500 millions d'euros), et revalorisation des traitements des professeurs des écoles (500 millions de plus), mal payés en France, doivent contribuer à combler cet écart.

Le collège, point de bascule

Au collège, la pente raidit encore. C'est le point de bascule selon l'Observatoire des inégalités. Ce moment où le système abandonne les plus faibles. L'économiste Julien Grenet, professeur à l'Ecole d'économie de Paris, pointe la véritable « ségrégation » opérée à ce niveau : la carte scolaire et les stratégies d'évitement vers le privé concentrent les faibles d'un côté, les forts de l'autre. D'autant que les moyens supplémentaires accordés par l'Etat dans les zones les plus fragiles (REP

et REP+) sont pour partie fictifs. L'enquête menée en 2018 en Seine-Saint-Denis par le député LR François Cornut-Gentille l'a révélé : professeurs très jeunes, équipe pédagogique tournante et absentéisme phénoménal conduisent à la perte de l'équivalent d'une année de scolarité pour un enfant du 9-3 ! Résultat, les performances scolaires y sont très faibles et les élèves massivement « orientés » : 42% seulement poursuivent en seconde générale, contre 85% des plus favorisés. A l'issue de la scolarité obligatoire, la France atteint encore de tristes records. Le nombre de jeunes (20-24 ans) sans formation ni études ni emploi (les NEET) y est supérieur à la moyenne de l'OCDE (21% contre 15%). Or, comme le souligne sa cheffe économiste Laurence Boone, « l'insertion sur le marché du travail est très différente selon le niveau de qualification, avec une prime nettement plus élevée qu'ailleurs aux hauts diplômés ». Le chiffre de l'insertion professionnelle des jeunes peu ou pas qualifiés est affolant : 51% seulement (seules l'Italie et la Grèce font pire). Or c'est bien réparer la France qu'a promis le gouvernement. **Alice Mérieux**

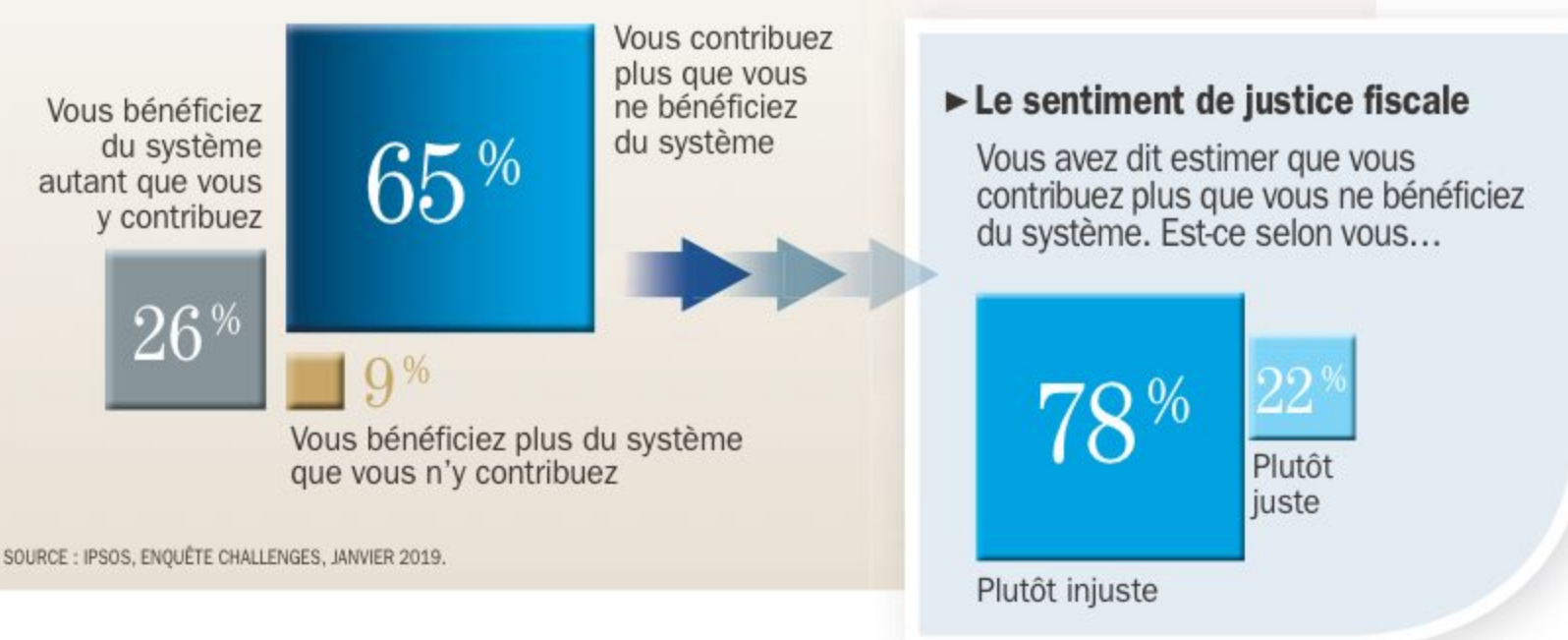
Et pourtant, les Français doutent de leur modèle social

Paradoxe: dans l'un des pays les plus solidaires au monde, ses habitants le considèrent comme « inégalitaire »... Cette défiance mine autant les classes populaires que moyennes. Un ressenti qui confine au déni.

L'injustice sociale, une préoccupation majeure

► Perception du rapport entre les impôts et les prestations reçues

Quand vous pensez aux différents impôts et taxes que vous payez (impôt sur le revenu, CSG, TVA...) et à ce dont vous pouvez bénéficier de la part de l'Etat (école, assurance santé, retraite, infrastructures, aides pour les enfants, allocations chômage...), avez-vous le sentiment que...



Au fil de deux ans de révoltes des « gilets jaunes », d'interpellations du Grand débat, de manifestations contre la réforme des retraites, revient, lancinant, le sentiment d'une injustice sociale qui plomberait le pays. Quand on leur pose la question dans les sondages, trois Français sur quatre considèrent leur société comme « inégalitaire » et placent ce thème parmi leurs premières préoccupations. Un échec patent quand on sait que la France est l'un des Etats les plus solidaires au monde et que les inégalités y sont plus modérées, leur progression plus contenue, que dans bien d'autres pays développés (*lire page 59*) où ces écarts de richesse font moins débat. Alors, ingrats les Français ? Insatisfaits en tout cas. « Dans les enquêtes européennes, les Français s'avèrent systématiquement plus pessimistes que leurs voisins, signale Claudia Senik, professeur à l'Ecole d'économie de Paris. Nostal-

giques du passé, inquiets de l'avenir, pétris de déclinisme. A conditions de vie égales, depuis cinquante ans, leur perception de bien-être est inférieure de 20% par rapport aux autres habitants. Autre spécificité nationale : dans l'Hexagone, c'est d'abord l'argent qui fait le bonheur, le niveau de satisfaction dans la vie est plus lié au pouvoir d'achat qu'ailleurs. » Ce qui expliquerait l'hypersensibilité aux inégalités de richesses, d'autant que « l'envie est notre vice national », comme disait le général De Gaulle. Les Français sont aussi particulièrement défiant : seuls 22% d'entre eux disent faire confiance aux autres, le niveau le plus bas au sein des 37 pays de l'OCDE, trois fois inférieur à celui des pays scandinaves. Et cela joue sur leur reconnaissance – ou pas – des bienfaits de l'Etat-providence. Ainsi, interrogés il y a un an par Ipsos pour *Challenges*, deux Français sur trois sont

persuadés de contribuer davantage au système qu'ils n'en bénéficient (*voir ci-contre*) et trouvent largement que c'est injuste. Défiant la logique, cette conviction prévaut autant chez les ouvriers et employés que chez les cadres, alors que les aides sociales bénéficient à 90% à la moitié des familles les moins riches. « Le citoyen doit avoir confiance pour consentir à l'impôt », explique Yann Algan, coauteur des *Origines du populisme* (Seuil). S'il est suspicieux, pense que l'argent est mal géré, qu'il va dans les mauvaises poches, que certains ne payent pas leur part, quels que soient les bénéfices pour lui, il aura l'impression de se faire avoir. » Le fiscaliste Michel Taly les excuse : « Le système socio-fiscal français est une tuyauterie si complexe, avec tant de strates, mité de tant de niches, empilant tant d'aides catégorielles, qu'à la fin c'est illisible. »

Tous mécontents sauf le « 1% »

Du coup, tout le monde a matière à s'estimer lésé. Les classes populaires, qui stigmatisent un système de taxes inéquitable, où TVA, CSG et cotisations devancent l'impôt sur le revenu, le seul progressif (15% des prélèvements des ménages), soit un mode d'imposition moins redistributif qu'au Royaume-Uni et aux Etats-Unis (même si on se rattrape largement avec les transferts sociaux) ; les classes moyennes modestes, qui reprochent que le travail ne paie pas assez, sensibles aux effets de seuils qui leur font perdre les aides réservées aux plus démunis ; les classes moyennes aisées, premières visées par les rafales d'impôts entre 2011 et 2014, qui ont l'impression de payer pour tout le monde... Seul le fameux « 1% » des très riches reste discret,

gâté par la réforme de la fiscalité du capital. Autant de contrariétés qui ne doivent pas occulter le fait que la République française remplit in fine assez bien son rôle de limiter les inégalités. Et que, en France, les gens sont mieux soignés et les retraites plus décentes que chez nos voisins.

« Ascenseur social en panne »

Ce ressenti n'est cependant pas que subjectif, comme l'analyse Brice Teinturier, directeur d'Ipsos : « Si les Français sont si intolérants des inégalités, c'est aussi parce qu'ils perçoivent qu'elles sont figées, qu'ils sont destinés à rester bloqués dans leur case et ne peuvent plus, contrairement à leurs parents, projeter un avenir meilleur pour leurs enfants car l'ascenseur social est en panne. » Une inégalité des chances malheureusement bien réelle (*lire page 60*). Et toutes les fractures ne sont pas saisies par les statistiques. Ainsi de l'insécurité économique, qui déstabilise les classes populaires et moyennes inférieures depuis la crise de 2008 plus en France qu'ailleurs. « La société salariale stable, où les diplômés garantissaient les positions et la carrière forcément ascendante, c'est fini, pose le sociologue Louis Chauvel dans *La Spirale du déclassement* (Seuil). Les débouchés des diplômés sont plus incertains, l'emploi s'est précarisé, polarisé, les parcours sont plus heurtés. »

Autre facteur qui renforce cette sensation anxiogène qu'ont les classes moyennes de s'appauvrir : leur pouvoir d'achat est de plus en plus écrasé par le poids des « dépenses contraintes » (logement, électricité, eau, gaz, voiture, essence, assurances, cantines, téléphone). Notamment, la France est le pays où le coût pour se loger par rapport aux revenus des ménages s'est le plus renchéri : +63% entre 2000 et 2018, contre +10% aux Etats-Unis, +6% au Royaume-Uni et 0 en Allemagne. Louis Chauvel pointe les résultats : installation en périphérie des métropoles, rallongement des trajets, difficulté de se passer d'une aide familiale ou dépendance d'un héritage pour accéder à la propriété. De quoi rendre plus concret l'impact des inégalités de patrimoine, qui sont de fait les plus fortes. **G. M.**



MICHEL WINOCK, historien.

Chère passion égalitaire

Deux héritages expliquent son ancrage en France : ceux de la Révolution et d'une nation de petits paysans propriétaires.

« Les Français n'aiment point la liberté ; l'égalité seule est leur idole. » Cette assertion de Chateaubriand est trop péremptoire pour être vraie, l'amour de la liberté n'est pas un vain mot en France. Au demeurant, on y entend beaucoup plus souvent la dénonciation des inégalités que les revendications de la liberté. Le legs de l'Histoire y a sa part. La célèbre nuit du 4 août 1789 marque le retournement d'une société. Jusqu'à cette date, la naissance faisait tout – ou presque tout. Il suffisait de naître à quelque 300 000 individus pour disposer du privilège, selon la formule de Sieyès, d'en humilier 25 millions d'autres. Cette nuit-là, de manière théâtrale, les privilégiés ont renoncé à leurs privilèges ; il n'y avait plus qu'un seul peuple. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, votée quelques semaines plus tard, proclamait par son article 1 : « Les hommes naissent et

La propriété agraire a aussi eu pour conséquence la vigilance des petits contre les « gros ».

demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. » Aucun des divers régimes qui se sont succédé en France n'a remis en cause le principe sacro-saint de l'égalité civile. La critique sociale – marxiste notamment – a souvent ravalé cet acquis de la démocratie à un principe « formel », sous prétexte que l'inégalité économique perpétuait dans la réalité le système des privilèges. C'était sous-estimer la profondeur du changement. La nouvelle règle qui faisait de chacun l'égal de chacun portait en elle le bouleversement de la hiérarchie

sociale. La fin des trois ordres constitués offrait désormais les mêmes droits au rejeton du cultivateur et à l'héritier du ci-devant marquis. Même quand les fortunes sont restées inégales, les Français ont adopté très vite, dans leur langage et dans leur esprit, cette mentalité égalitaire – qui avait été poussé au paroxysme par les sans-culottes. Stefan Zweig, venu de Vienne, s'émerveille vers 1900, dans *Le Monde d'hier*, qu'à Paris on a « l'héritage de la Révolution dans le sang ». Outre le souvenir marquant, intériorisé, revivifié sans cesse de la Révolution, un autre facteur a compté, moins connu, plus souterrain : la structure pérenne de l'économie française. Pays rural, la France avait cette particularité en Europe d'être une nation de petits paysans propriétaires. Bien avant la Révolution, la propriété foncière était ultra-divisée. L'Anglais Arthur Young s'en étonne, et Michelet établit ce constat quelques décennies plus tard : « La terre appartient en France à quinze ou vingt millions de paysans qui la cultivent ; la terre d'Angleterre à une aristocratie de 32 000 personnes qui la font cultiver. » 1789 eut pour effet de libérer la terre, de supprimer les droits seigneuriaux, et les anciens tenanciers sont devenus des petits propriétaires jaloux de leur indépendance. Cette structure agraire a eu pour conséquence un retard prolongé de la productivité agricole en France ; elle a eu aussi pour résultat l'esprit d'indépendance et la vigilance des petits contre les « gros ». Ces deux héritages de l'Histoire ont combiné leurs effets dans la formation d'un esprit égalitaire très ancré, moins collectif sans doute qu'individualiste et corporatiste. ■